



SÉGUR

Systeme à deux vitesses

Pendant la crise sanitaire, les salariés du secteur social et médico-social associatif restaient en première ligne dans les établissements ou à domicile auprès des personnes âgées, handicapées, malades, en situation de précarité ou vulnérabilité. Or les accords du Ségur les ont oubliés. En décembre dernier, dans une lettre ouverte, l'Uniopss alertait et demandait « des rémunérations dignes et cohérentes entre les différents secteurs ». En octobre, la fédération paralysie cérébrale France s'alarmait de « l'incohérence du périmètre "Ségur" qui met en très grande difficulté les établissements et services médico-sociaux du secteur du handicap ». Elle observe aujourd'hui de nombreux départs de professionnels au profit du secteur hospitalier qui bénéficie des revalorisations salariales. L'un de ses membres, Julien Bernet, directeur général de l'association girondine des infirmes moteur cérébraux (AGIMC), détaille : « Au 31 décembre, nous avons enregistré dans nos établissements, 11 % de démissions pour les infirmières, 5 % pour les aides-soignants et les aides médico-psychologiques depuis les annonces du Ségur ». Il évoque un impact majeur sur le travail au quotidien, avec 9 % de postes vacants chez les infirmiers et 8 % chez les aides-soignants et aides médico-psychologiques. Et des difficultés importantes pour recruter. « Depuis les années 2000, les salaires dans notre secteur stagnent, les décisions du Ségur viennent aggraver une situation préexistante ». Si les salariés pouvaient être encore retenus par le projet ou la dynamique particulière de l'associatif, le creusement des écarts de salaire et l'installation d'un système à deux vitesses provoquent un exode vers les secteurs qui ont bénéficié du Ségur. Les professionnels du social et du médico-social attendent que la mission Laforcade, lancée en novembre, qui doit réfléchir à l'attractivité « des métiers de l'autonomie » apporte des réponses pour rééquilibrer un système mettant à mal l'accompagnement des plus fragiles.



La fédération Paralysie cérébrale France accompagne des situations lourdes de handicap. L'absence de professionnels en nombre suffisant leur fait craindre des problèmes de sécurité.